

Accord du 8 juillet 2025
à l'accord du 19 mai 2021
relatif au financement du paritarisme

NOR : ASET2550884M

IDCC : 1505

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FECP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

UNSA CS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément aux dispositions de l'article 2 du titre liminaire de la convention collective nationale du commerce de détail alimentaire non spécialisé, le présent accord a pour objet de définir les règles relatives au développement du dialogue social et à l'affectation des fonds collectés auprès des entreprises dans la branche commerce de détail alimentaire non spécialisé (IDCC 1505) et de conserver à la branche les moyens d'assurer et de développer ce dialogue social.

En effet, compte tenu des missions assignées aux branches professionnelles par la loi n° 2016-1088 « relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels » du 8 août 2016, et par l'ordonnance n° 2017-1385 « relative au renforcement de la négociation collective » du 22 septembre 2017, il leur apparaît indispensable de maintenir aux instances impliquées dans les négociations collectives de moyens nécessaires à garantir et développer un dialogue social qualitatif et à mener à bien l'ensemble de leurs missions dans la cadre du paritarisme.

À cet effet, les organisations syndicales d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au sein de la branche conviennent de modifier les dispositions de

l'accord du 19 mai 2021 relatif au financement du paritarisme dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé.

Article 1^{er} | Modification de l'accord du 19 mai 2021

Le présent accord annule et remplace les dispositions de l'accord du 19 mai 2021 relatif au financement du paritarisme.

Article 2 | Champ d'application

Les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective du commerce de détail alimentaire non spécialisé – IDCC 1505, sont soumises aux dispositions du présent accord.

Article 3 | Objet

Le présent accord a pour objet de donner aux instances de la branche, impliquées dans la négociation collective et le pilotage des régimes paritaires de protection sociale et de formation professionnelle, les moyens financiers nécessaires pour assurer leurs missions, notamment :

- la promotion des métiers du commerce de détail alimentaire non spécialisé ;
- la visibilité et la promotion des instances professionnelles représentant les intérêts des entreprises et des salariés de la branche ;
- la transmission régulière aux salariés et aux entreprises de la branche des informations relatives à la convention collective nationale et à ses avenants, aux accords de branche et à leur évolution ;
- la participation aux réunions des différentes instances paritaires de la branche ;
- la mise en œuvre d'enquêtes ou d'études nécessaires aux missions de la branche.

Ce financement est assuré par le versement d'une cotisation à la charge des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du commerce de détail alimentaire non spécialisé (IDCC 1505).

Article 4 | Association paritaire

Les organisations syndicales d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au sein de la branche décident de créer une association paritaire dénommée « association pour le développement du dialogue social dans la branche des métiers du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505 ».

Cette association a pour objet :

- la collecte des fonds destinés au développement du paritarisme et leur gestion conformément aux dispositions du présent accord ;
- l'organisation de la négociation collective entre les organisations syndicales représentatives des salariés et des entreprises de la branche ;
- le financement d'actions en faveur du développement du dialogue social, et notamment d'actions d'information destinées aux salariés et aux entreprises relatives aux accords collectifs, et à l'évolution de l'emploi dans la branche.

Les modalités d'organisations et de fonctionnement de l'association pour le développement du dialogue social dans la branche des métiers du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505, sont fixées par ses statuts, adoptés paritairement et selon les principes suivants.

Cette association est composée de membres de droit répartis en deux collèges :

- le collège des « membres salariés », composé des organisations syndicales représentatives des salariés de la branche par le ministre en charge du travail ;
- le collège des « membres employeurs » composé des organisations syndicales représentatives des employeurs de la branche par le ministre en charge du travail.

Elle élira, parmi les représentants de ses membres, un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire. Le président et le secrétaire seront issus d'un des deux collèges, le vice-président et le trésorier seront issus de l'autre collège. Une alternance de ces fonctions interviendra tous les deux ans entre les collèges.

L'association adoptera les règles de délibération suivantes :

- le collège des membres « salariés » et le collège des membres « employeurs » disposent d'un poids égal total de représentativité (soit 100 % pour chacun des collèges) ;
- au sein de chacun de ces collèges, chaque organisation délibère avec le poids de représentativité arrêté tous les 4 ans par le ministre du travail ;
- pour être valides, les délibérations doivent recueillir la majorité au sein de chaque collège, cette majorité étant déterminée par le poids de la représentativité de chaque organisation.

Article 5 | Cotisations

Tous les employeurs relevant du champ d'application de la convention collective nationale du commerce de détail alimentaire non spécialisé (IDCC 1505) doivent acquitter chaque année une cotisation égale à 0,15 % du montant des salaires entrant dans l'assiette de leurs cotisations de sécurité sociale.

Ces cotisations sont collectées par l'association paritaire pour le développement du dialogue social dans la branche des métiers du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505. Celle-ci peut en déléguer la réalisation technique à un opérateur dans le cadre d'une convention de gestion qui définira notamment les modalités de recouvrement de cette cotisation auprès des entreprises de la branche et les frais de gestion afférents.

Article 6 | Affectation des cotisations

Le montant des cotisations collectées par l'association paritaire pour le développement du dialogue social dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505, sera affecté à l'exercice du droit à la négociation collective des salariés et des employeurs et à l'information de ceux-ci, selon les modalités suivantes :

■ Une part réservée à l'association paritaire pour le développement du paritarisme (APDDS 1505), pour assurer les travaux des réunions paritaires. Cette part couvrira, *a minima* :

- les frais de collecte et de recouvrement des cotisations ;
- les études nécessaires aux négociations paritaires ;
- les frais d'organisation des réunions des différentes instances de la branche (CPPNI, CPNEFP, SPP, réunions des organes de gouvernance des instances de pilotage des régimes complémentaires de prévoyance et de frais de santé), frais de déplacement et de réception, conformément aux règles établies dans le règlement intérieur de la CPPNI.

À chaque exercice clos :

- un compte de résultat et un bilan seront soumis à l'approbation de l'organe délibérant de l'association paritaire pour le développement du dialogue social – APDDS 1505 ;
- un budget de fonctionnement sera adopté par le même organe délibérant qui déterminera le taux de la collecte à affecter à la part réservée au fonctionnement des instances de la branche pour l'exercice en cours.

Le solde du montant des cotisations collectées par l'association paritaire pour le développement du dialogue social dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé, déduction faite de la part réservée au fonctionnement et travaux paritaires, constitue les dotations affectées au financement de l'exercice du droit à la négociation collective des salariés, d'une part, et au financement de l'exercice du droit à la négociation collective des employeurs, d'autre part. Les dotations établies sur ce solde, le sont à part égale entre chacun des deux collèges « salariés » et « employeurs ».

■ Le financement de l'exercice du droit à la négociation collective des salariés, ainsi qu'à leur information et leur accompagnement, répartis entre les organisations syndicales reconnues représentatives dans la branche, selon les modalités suivantes :

- 50 % à parts égales ;
- 25 % selon la présence aux réunions paritaires liées à la négociation collective ;
- 25 % selon le poids conféré à chaque organisation par la mesure de représentativité des organisations syndicales et fixé par l'arrêté, en vigueur, du ministre en charge du travail.

■ Le financement de l'exercice du droit à la négociation collective des employeurs, ainsi qu'à leur information et leur accompagnement, répartis entre les organisations syndicales d'employeurs reconnues représentatives selon les modalités suivantes :

- 50 % selon l'audience de chaque organisation représentative exprimée en termes d'effectifs salariés, à l'occasion de la mesure de représentativité et sanctionnée par l'arrêté en vigueur du ministre en charge du travail ;
- 50 % selon l'audience de chaque organisation représentative, exprimée en nombre d'entreprises adhérentes, exprimée à l'occasion de la mesure de représentativité, contrôlée par le commissaire aux comptes de l'association pour le développement du dialogue social dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505, et validée par le haut conseil du dialogue social.

Les actions d'information financées par les fonds affectés aux organisations syndicales d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au sein de la branche seront adressées auprès des entreprises et des salariés relevant de la convention collective du commerce alimentaire de détail non spécialisé. Elles auront pour objet principal l'information des salariés et des employeurs sur le champ conventionnel, les modalités d'application de la convention collective, l'emploi dans le secteur, la formation professionnelle initiale et continue, les régimes complémentaires de prévoyance et de frais de santé.

Ces actions pourront prendre la forme d'articles dans des journaux professionnels qu'ils soient imprimés ou diffusés par voie électronique, de dépliants, de brochures, de stands d'information, de sites internet ou autres moyens dès lors qu'ils auront été préalablement validés par l'association paritaire pour le développement du dialogue social dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505.

Chaque année, l'association paritaire pour le développement du dialogue social dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505 rendra compte à la CPPNI de la répartition des fonds collectés et de leur utilisation.

Article 7 | Entreprises de moins de cinquante salariés

Compte tenu de l'objet du présent accord qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé, quelle que soit leur taille, les organisations syndicales d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au sein de la branche conviennent, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 8 | Durée et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord entre en vigueur, pour toutes les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du commerce de détail alimentaire non spécialisé le 1^{er} jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de la République française son arrêté d'extension. Les dispositions de l'accord étendu du 19 mai 2021, relatif au financement du paritarisme dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé – IDCC 1505, demeurent en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 9 | Suivi de l'accord

Les organisations syndicales d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au sein de la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé assurent, chaque année le suivi de la mise en œuvre du présent accord au sein de la CPPNI et de l'association paritaire pour le développement du dialogue social dans la branche du commerce de détail alimentaire non spécialisé – APDDS 1505.

Dans la cadre de ce suivi, et en cas d'évolution des dispositions légales et/ou réglementaires nécessitant des modifications ou des aménagements du présent accord, elles conviennent de se réunir dans les meilleurs délais afin de négocier les modifications utiles à la mise en conformité du présent texte.

Article 10 | Révision et dénonciation

Les organisations signataires de l'accord, ou ayant adhéré à l'accord, peuvent demander à tout moment sa révision, conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra également être dénoncé dans les conditions prévues à l'article 4 de la convention collective nationale du commerce de détail alimentaire non spécialisé (IDCC 1505) et des dispositions légales en vigueur.

Article 11 | Publicité et formalités de dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Après avoir été notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives des salariés et des employeurs dans le champ d'application de la convention collective nationale du commerce de détail alimentaire non spécialisé, il est déposé en un exemplaire original et une copie sera envoyée sous forme électronique à la direction générale du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Un exemplaire sera également communiqué au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 12 | Extension

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au sein de la branche conviennent de demander sans délai l'extension du présent accord, s'il y a lieu, conformément aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 8 juillet 2025.

(Suivent les signatures.)